



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Représentation permanente  
auprès des Nations unies à Genève

**14<sup>e</sup> session du groupe de travail de l'Examen périodique universel  
GUATEMALA**

(Genève, le 24 octobre 2012)

**Intervention du Luxembourg**

Madame la Présidente,

Le Luxembourg remercie la délégation du Guatemala pour la présentation de son rapport national.

Nous saluons les progrès accomplis par le Guatemala depuis son premier passage en 2008, qui a permis la ratification de plusieurs conventions internationales majeures, parmi lesquelles le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ou encore la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées. Le Luxembourg recommande au Guatemala de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur pleine mise en œuvre dans la législation nationale.

Nous souhaiterions concentrer notre intervention sur les trois points suivants :

1. Ma délégation salue l'engagement du gouvernement et les efforts déployés pour améliorer la sécurité alimentaire. Nous encourageons cependant le gouvernement à aller de l'avant, notamment dans la lutte contre la **malnutrition des enfants**, afin de garantir le droit à l'alimentation pour tous. Le Luxembourg recommande au Guatemala d'accompagner les efforts menés pour pallier la malnutrition, de stratégies structurelles qui s'attaquent surtout aux causes de la pauvreté et de la famine.
2. Des progrès restent à faire s'agissant de la **situation des femmes et des filles** au Guatemala, dans la mesure où elles continuent à être victimes de multiples discriminations. La violence tant domestique que sexuelle, les pratiques discriminatoires dont les femmes font l'objet en matière d'emploi, la faible participation des femmes dans la vie politique et dans la vie publique en général sont autant de facteurs d'inquiétude.

Nous recommandons au gouvernement du Guatemala de renforcer les politiques de promotion de la femme. Nous l'encourageons aussi de prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les violences à l'égard des femmes, non seulement par la répression, mais aussi en mettant l'accent sur la prévention et l'éducation.

3. La lutte contre l'impunité constitue un grand défi au Guatemala. Si l'établissement de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) a marqué une grande avancée, il s'avère que la situation demeure toujours préoccupante au vu des taux élevés de violence et d'impunité. Nous encourageons les autorités guatémaltèques de continuer à appuyer la commission et de mettre en œuvre les recommandations qu'elle a formulées notamment dans les domaines de la sécurité et de la justice.

Je vous remercie.